



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n°DDT-SG-2016364-0003 du 29 décembre 2016

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---

Sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MALTERIES SOUFFLET,  
J. SOUFFLET et SOUFFLET CARBURANT  
Commune de Nogent-sur-Seine (Nogent - Port)

---

**Arrêté préfectoral complémentaire**

---

La Préfète de l'Aube,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement - LIVRE V - TITRE 1<sup>er</sup>, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1 et R. 512-33,
- VI l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013084-0011 du 25 mars 2013 autorisant les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MALTERIES SOUFFLET, J.SOUFFLET et SOUFFLET CARBURANT à exploiter une malterie et des installations de stockage de céréales sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013273-0006 du 30 septembre 2013,
- VU les compléments apportés à l'étude de dangers en date des 18 décembre 2013, 12 décembre 2014, 1<sup>er</sup> décembre 2015 et 25 octobre 2016,
- VU l'étude technico-économique n°305762-SNCL-XXEB-0001\_01 rév 1 transmise par courrier du 05 avril 2016, complétée par courrier du 25 avril 2016,
- VU le rapport d'expertise de l'INERIS référencé DRA-13-133576-04973B du 22 mai 2013,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 novembre 2016,

VU l'avis du CODERST en date du 15 décembre 2016,

CONSIDERANT l'explosion survenue le 28 septembre 2012 dans la cellule 13 du silo « Malt 1 »,

CONSIDERANT que suite à cet accident, l'INERIS a formulé des préconisations dans son rapport du 22 mai 2013 sus-visé,

CONSIDERANT que l'arrêté du 30 septembre 2015 sus-visé prescrit la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement,

CONSIDERANT que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient en conséquence de prévoir des mesures adaptées destinées à prévenir ou empêcher ces effets,

CONSIDERANT que l'exploitant identifie des effets de surpression irréversibles en cas de transmission d'une explosion secondaire vers plusieurs cellules,

CONSIDERANT que ce scénario a été coté en probabilité, gravité, et cinétique, ainsi que le prévoit l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-visé,

CONSIDERANT que l'exploitant s'engage à maintenir un taux de remplissage des cellules permettant de limiter les volumes vides susceptibles de contenir des poussières en suspension,

CONSIDERANT que la grille de criticité de l'arrêté du 29 septembre 2005 sus-visé indique que le couple probabilité-gravité retenu est acceptable,

CONSIDERANT que les phénomènes dangereux susceptibles d'impacter les tiers pourront être pris en compte pour la maîtrise de l'urbanisation,

CONSIDERANT que l'arrêté du 30 septembre 2013 sus-visé prescrit la réalisation d'une étude technico-économique portant sur les préconisations de l'INERIS,

CONSIDERANT que l'étude technico-économique sus-visée conclue sur la faisabilité de la suppression des manches de décompression du silo malt 1 et sur la faisabilité du déplacement du local pièce détaché en dehors de la galerie supérieure du silo malt 1,

CONSIDERANT qu'il convient d'imposer à l'exploitant la réalisation de ces travaux,

CONSIDERANT que l'exploitant a eu l'opportunité d'émettre ses remarques sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ,

## **A R R E T E**

### **Article 1 - Bénéficiaire**

Les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MALTERIES SOUFFLET, J.SOUFFLET et SOUFFLET CARBURANT agissant de façon conjointe et solidaire, dénommées ci-après l'exploitant, dont les sièges sociaux sont situés à NOGENT SUR SEINE (10400), sont autorisées pour poursuivre l'exploitation des activités autorisées sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mars 2013 complété conformément aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

### **Article 2 - Suppression des manches de décompression du silo malt 1**

L'exploitant réalise la suppression des manches de décompression entre les cellules et la galerie supérieure du silo malt 1. Les éventuelles ouvertures sont obturées par des plaques métalliques ancrées dans la galerie supérieure.

### **Article 3 - Démontage du local « pièces détachées »**

L'exploitant réalise le démontage du local « pièces détachées » situé dans la galerie supérieure du silo malt 1.

### **Article 4 - Volume vide maximal du silo malt 1**

L'exploitant met en place un mode opératoire lui permettant de vérifier à tout moment que la somme des volumes libres des cellules (y compris as de carreaux) du silo malt 1 est inférieure à 1978 m<sup>3</sup>. Ce mode opératoire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 5 - Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois par l'exploitant et un délai de un an par les tiers à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE - 25, rue du Lycée - 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE Cedex.

Ce délai commence à courir à compter du jour où la présente décision a été notifiée.

### **Article 6 - Publication**

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon bien visible, sur le site de ladite installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

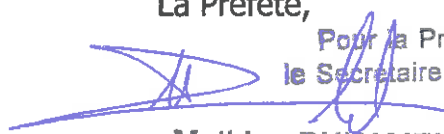
Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire à la préfecture de l'Aube - direction départementale des territoires - secrétariat général – bureau juridique.

Un avis au public est inséré par les soins de Madame la préfète, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

#### **Article 7 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et Monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le maire de NOGENT-SUR-SEINE.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la société Soufflet.

La Préfète,  
  
Pour la Préfète,  
le Secrétaire Général  
**Mathieu DUHAMEL**